

EDF en grande difficulté

Franck Montaugé alerte le gouvernement



EDF en grande difficulté

Dans un contexte de flambée du coût de l'énergie, le Gouvernement a décidé de contraindre EDF à vendre davantage d'électricité à bas prix à ses concurrents (46€ par mégawattheure au lieu de 200€ ou plus au prix du marché). Le fleuron industriel français de l'énergie se retrouve donc sommé de compenser seul la hausse du prix de marché de l'électricité indexé sur le prix du gaz qui s'est envolé.

Une décision à courte vue, prise à la hâte dans la perspective de la campagne présidentielle et qui va coûter au moins 8 milliards d'euros à EDF. Une charge financière considérable, quand l'urgence pour EDF et pour la France est d'investir dans le renouvellement, le prolongement et l'entretien de son parc productif et de ses réseaux.

Le sénateur Montaugé dénonce la politique du Gouvernement et en particulier :

- son impréparation : la hausse des coûts de l'énergie était prévisible et aurait dû être anticipée. Au lieu de cela, le Gouvernement agit par à-coups, sans vision quant à la place et aux moyens qu'il faut donner au groupe EDF ;
- son cynisme : à trois mois de l'élection présidentielle, le Gouvernement fait payer à EDF des mesures dont l'impact électoral n'aura échappé à personne. A terme, les français paieront en tant que consommateurs et contribuables.

Impulsée par l'Union européenne et approuvée alors par les États européens, la libéralisation du marché de l'énergie a entraîné une désorganisation totale en France. Au moment où nous devons accroître la production d'énergies qui ne réchauffent pas le climat, il est aberrant que les prix de l'électricité dépendent en réalité des prix d'énergies fossiles comme le gaz naturel.

De surcroît, dans un marché désormais ouvert à la concurrence, EDF est contraint de vendre à des fournisseurs (dont Total énergies, Engie...) qui revendent sans réelle valeur ajoutée à leurs clients. L'essentiel des surcoûts repose donc sur EDF. Le parc de production électrique français, dans sa diversité, n'est plus à la hauteur des enjeux de réponse à la demande des consommateurs en toutes circonstances et de contribution, dans les délais impartis, à la neutralité carbone.

L'électricité est un bien de première nécessité. Elle sera décisive pour relever les enjeux climatiques et la transformation de nombreuses filières industrielles dont celle du transport.

Le Gouvernement doit prendre ses responsabilités. Il doit recapitaliser immédiatement EDF pour compenser les pertes financières induites par le relèvement du plafond de l'ARENH (Accès Régulé à l'Énergie Nucléaire Historique *). En cessant sa procrastination, il doit engager les programmes de construction de nouveaux EPR (réacteurs) et booster le développement des énergies renouvelables dans le cadre d'une véritable planification des projets dans les territoires. Au-delà de ces décisions, il doit se prononcer pour un groupe EDF intégré 100 % public, seul susceptible de répondre à l'intérêt général national et aux besoins des consommateurs sur le long terme.

Jeudi dernier, le Comité Social d'Entreprise (CSE) central d'EDF a déclenché une procédure de droit d'alerte économique suite aux annonces gouvernementales. Inscrit dans le code du travail, ce droit d'alerte est prévu lorsque les comités sociaux et économiques ont « connaissance de faits de nature à affecter de manière préoccupante la situation économique de l'entreprise ». Dans un message interne aux cadres d'EDF, le Président Directeur Général Jean-Bernard Lévy a lui-même vivement critiqué ces mesures gouvernementales, décrivant « un véritable choc », tandis que les quatre organisations syndicales représentatives du groupe ont appelé à une journée de grève le 26 janvier.